Réflexions sur la poussée des droites radicales populistes européennes

Revue Politique et Parlementaire, n°1071-1072, avril-septembre, pp.125-140

Gilles Ivaldi, Chargé de recherche CNRS, URMIS-Université de Nice
gilles.ivaldi@unice.fr

Introduction

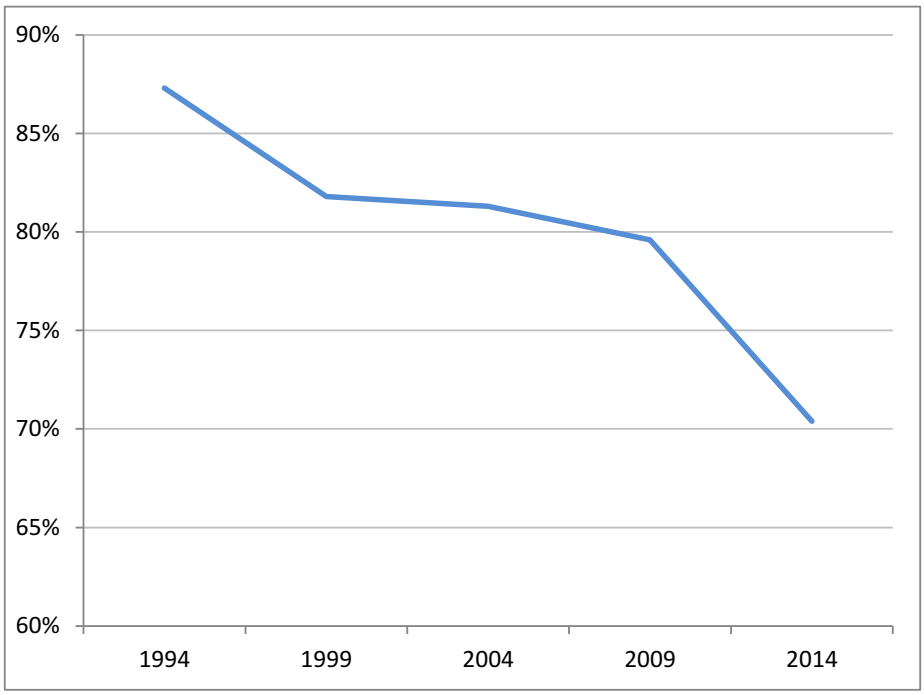
Le thème de la « percée » des forces populistes et eurosceptiques a dominé l'agenda politique et médiatique à l'occasion des élections européennes des 22-25 mai 2014. Dans de nombreux Etats membres, le scrutin européen a témoigné d'un mouvement de repli national, un désamour pour l'Union européenne nourri par le rejet des élites communautaires sur fond de crise économique et de politiques d'austérité imposées au nom de l'orthodoxie budgétaire. Portée par des formations situées pour la plupart d'entre elles à la périphérie des systèmes partisans, l'ampleur de la protestation a laissé entrevoir le spectre d'une alliance populiste pan-européenne à même d'imposer un blocage au fonctionnement des institutions de l'Union.

La mesure de la magnitude et de la signification de cette « poussée de fièvre » reste toutefois problématique. Hors de tel ou tel contexte national spécifique, la comparaison sur l'ensemble du continent européen illustre les limites de l'usage médiatique de notions, souvent polémiques, tels que « populisme » ou « euroscepticisme ». Il convient sans doute de définir avec plus de précision le périmètre du phénomène d'opposition à l'Europe, pour mieux isoler les acteurs politiques qui représentent aujourd'hui le véritable défi à l'Union européenne, ses principes, ses objectifs et ses valeurs historiques. Il faut en second lieu considérer les possibles effets de prisme qui résultent souvent de l'agrégation de résultats de scrutins dont les dynamiques renvoient encore pour partie au moins à des logiques proprement nationales. Ces questions se posent, notamment, lorsqu'il s'agit de tenter d'évaluer l'impact de la crise économique et financière sur la structuration des forces d'opposition à l'UE et plus généralement aux partis traditionnels dépositaires du projet européen.

Montée en puissance des Euroscepticismes

Les élections de 2014 ont incontestablement confirmé et accentué la fragmentation du système de partis transnational et le déclin des acteurs porteurs historiquement du projet de construction européenne. Ensemble, conservateurs, sociaux-démocrates, libéraux et écologistes réunissaient encore plus de 85 % des sièges il y a vingt ans, contre 70 % aujourd'hui (Cf. Figure 1). Cette baisse d'influence est d'abord un révélateur de la crise que traverse l'Union européenne : crise économique et sociale, à l'évidence, mais au-delà crise politique nourrie par une absence de légitimité et le déficit démocratique chronique dont souffrent les grandes institutions de l'UE. Cette année encore, le rendez-vous des élections européennes a été marqué par une abstention importante dans la plupart des Etats membres, avec une participation d'à peine 42,5 % sur l'ensemble de l'Union et de nouveaux records d'apathie citoyenne en République tchèque (18,2 % de votants), en Pologne (23,8 %) ou en Slovaquie (13 %).

Figure 1. Sièges détenus par les partis « europhiles » au Parlement Européen depuis 1994



% total de sièges pour les groupes du Parti populaire européen (PPE), Alliance progressiste des socialistes et des démocrates (S&D), Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe (ADLE), Groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE) en 2014 et leurs équivalents antérieurs.

Les résultats du scrutin européen de 2014 ont posé une nouvelle fois la question fondamentale de la représentation et du *linkage*, c'est-à-dire le lien entre les citoyens et les élites politico-administratives de l'Union. Si le soutien à la construction européenne demeure majoritaire dans la plupart des Etats membres, le sentiment de perte de contrôle et de déconnexion croissante d'avec une bureaucratie européenne coupée de ses citoyens paraît quant à lui s'être généralisé. Les données d'opinion témoignent de cette perception d'une absence d'influence, d'un « *disempowerment* » et d'une distance d'avec les décideurs européens, sur lesquels les forces eurosceptiques ont manifestement habilement joué en mai dernier en attaquant de front la bureaucratie et les élites bruxelloises. Interrogés dans sept des principaux Etats-membres quelques jours avant le scrutin, 52 % des citoyens affirmaient ainsi avoir une « opinion favorable » de l'Union européenne. En revanche, 71 % disaient avoir le sentiment que « leur voix ne compte pas dans l'UE », 65 % estimaient que cette dernière « ne comprend pas les besoins de ses citoyens », 63 % qu'elle est « intrusive » et 57 % qu'elle est « inefficace » [1]. Sur l'ensemble des 28 Etats membres, on observe par ailleurs une corrélation significative entre les performances à la baisse des partis pro-européens et le niveau de défiance mesuré dans les opinions publiques à quelques semaines du scrutin [2].

[1] Pew Research Center, Spring 2014 Global Attitudes Survey, sondage réalisé sur des échantillons nationaux de 1.000 répondants en France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Espagne et Grande-Bretagne (http://www.pewglobal.org/2014/05/12/a-fragile-rebound-for-eu-image-on-eve-of-european-parliament-elections/).

[2] Corrélation de -0,5 entre le pourcentage de sièges détenus par les principaux groupes europhiles et le pourcentage de citoyens dans chaque Etat membre déclarant que l'Union européenne « va dans la mauvaise direction » (source : Eurobaromètre).

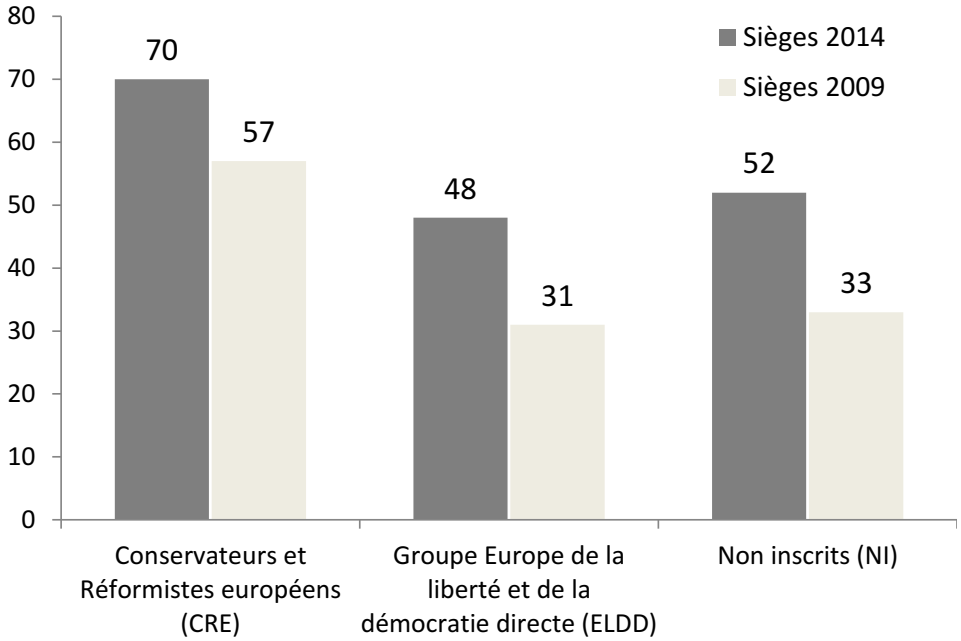
En termes partisans, cet euroscepticisme balaie, rappelons-le toutefois, un spectre très large de formations ancrées aussi bien à droite qu'à gauche de l'axe politique, à l'image de l'AKEL chypriote, du parti communiste grec (KKE) ou des partis écologistes (MP) et de Gauche (V) en Suède. La distinction que proposent d'opérer certains auteurs entre un euroscepticisme « *soft* » et une forme plus dure (*hard*) [3] nous rappelle que ce sont également des partis que l'on trouve à la périphérie mais aussi au centre des systèmes partisans tels le Parti démocratique civique (ODS) tchèque, l'Alliance néo-flamande (N-VA) ou l'Alliance Nationale lettone, associés notamment aux conservateurs britanniques de David Cameron. Pour ces derniers, l'Euroscepticisme porte non pas tant sur le projet d'intégration européenne que sur la trajectoire actuelle ou future de la construction de l'UE, au regard singulièrement des questions de transferts supplémentaires de compétences ou d'élargissement. S'agissant des eurosceptiques « durs », en revanche, nous sommes en présence de partis opposés par principe à l'intégration et à l'abandon de souveraineté nationale, jusqu'à réclamer, pour les plus jusqu'au-boutistes d'entre eux, la sortie de l'Union européenne.

Europhobes ultras, conservateurs anti-fédéralistes ou opposants simplement à la dominante néolibérale du projet de construction européenne, l'hétérogénéité de la coalition du « non » à l'Europe était apparue lors des référendums sur le TCE aux Pays-Bas et en France en 2005, montrant la force de la cristallisation de rejets protéiformes. Cette agrégation de protestations multiples et parfois contradictoires dans leurs objectifs politiques a fait une nouvelle fois la preuve de sa vigueur à l'occasion des élections de mai 2014. Les forces eurosceptiques –au sens large– distribuées dans les groupes des Conservateurs et Réformistes européens (CRE), Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) et parmi les non-inscrits obtiennent un total de 170 élus, soit près de 23 % des sièges au Parlement de Strasbourg (contre 15.8 % en 2009) (Cf. Figure 2) [4].

[3] Cf. Szczerbiak, Aleks et Paul Taggart, Paul (2008) Theorising Party-Based Euroscepticism: Problems of Definition, Measurement and Causality. In: *Comparative and Theoretical Perspectives. Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, 2 . Oxford University Press, Oxford, pp. 238-262.

[4] Souvent à tort, les observateurs ont voulu agréger à cette vague eurosceptique certains mouvements de gauche critique, telles la Coalition de la Gauche radicale (SYRIZA) d'Alexis Tsipras en Grèce, Die Linke en Allemagne ou la Gauche Plurielle (IP) espagnole de Willy Meyer, réunis au sein du groupe de Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL). Si ces formations se montrent particulièrement critiques à l'encontre des politiques économiques et sociales d'austérité de l'UE, elles continuent néanmoins de témoigner de leur attachement à l'UE.

Figure 2. Résultats des partis eurosceptiques au Parlement européen



Résultats en nombre de sièges

Populismes et droites radicales

De par l'hétérogénéité de leur positions et de leurs projets, les partis qui gravitent aujourd'hui dans la grande constellation eurosceptique ne constituent pas un même enjeu, moins encore une même menace, pour les démocraties nationales ou l'Union européenne. Une conclusion similaire s'applique à la notion de « populisme » qui a, elle aussi, occupé une large place dans l'espace médiatique à l'occasion du scrutin de mai 2014. Le populisme, seul, présente cependant un intérêt limité tant il traverse des courants ou familles politiques diverses dans l'espace politique européen. Cela est vrai de son positionnement en termes de « gauche » ou de « droite », à l'instar par exemple du social-populisme du Parti socialiste (SP) aux Pays-Bas ou du populisme « vert » incarné par le *Movimento 5 Stelle* (M5S) de Beppe Grillo chez nos voisins italiens. En termes systémiques, également, la transition démocratique en Europe orientale et centrale a historiquement produit une forme de populisme « *mainstream* » qu'incarnent par exemple des partis tels que le FIDESZ de Viktor Orban en Hongrie, Droit et Justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski en Pologne ou le SMER de Robert Fico en Slovaquie. Plus récemment, de nouveaux acteurs sont venus saturer un peu plus l'espace du populisme « centriste » à l'Est de l'Europe : ainsi le mouvement de Janusz Palikot en Pologne, le parti Affaires Publiques (VV) en République Tchèque ou, en Slovaquie, Liberté et Solidarité (SaS) fondé par l'homme d'affaires Richard Sulik.

Il convient ici de resserrer le focus sur une catégorie spécifique identifiable d'acteurs partisans qui composent la version radicale du populisme de droite [5], et dont le projet politique s'affirme aujourd'hui en opposition totale avec les valeurs et les ambitions de la construction européenne [6]. Ces partis, dont le Front national français demeure prototypique, incarnent depuis la fin des années

[5] Voir à ce propos le travail de Mudde, Cas (2007) *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge: Cambridge University Press.

[6] Cf. Fieschi, Catherine (2000) 'European institutions: the far-right and illiberal politics in a liberal context', *Parliamentary Affairs* 53: 517-531

1970 l'émergence puis la consolidation d'une nouvelle forme d'extrême-droite, émancipée en apparence des vieux oripeaux du fascisme ou du national-socialisme, et intégrée, à des degrés divers, au jeu démocratique régulier [7]. Parce qu'elles n'attaquent plus de front les fondements de la démocratie représentative, ces formations radicales constituent un nouveau défi pour les normes et valeurs libérales prédominantes au sein des nations européennes. Leur culture politique, faite d'arbitraire et de refus du pluralisme, attaque directement les processus institutionnels, les garanties constitutionnelles et les corps intermédiaires qui sont essentiels à la stabilité des régimes démocratiques.

En dépit d'origines et de parcours divers au sein de leurs systèmes politiques respectifs, les partis de la droite radicale populiste possèdent en commun un noyau idéologique distinctif, autour de trois composantes majeures qui méritent d'être rappelées ici : le nationalisme ethnocentriste, tout d'abord, c'est-à-dire la vision d'une nation et d'un peuple homogènes, dont l'identité serait mise en danger par un ensemble de menaces –au premier rang desquels l'immigration, les minorités et, désormais, l'islam. Ce repli culturel est assorti d'un chauvinisme du *welfare*, c'est-à-dire la volonté de réserver aux seuls nationaux l'accès aux ressources et à la richesse nationale ; l'autoritarisme, ensuite, c'est-à-dire l'adhésion aux principes d'ordre et d'autorité, limitant au besoin les libertés individuelles ; le populisme anti-système, enfin, qui est l'appel systématique au « peuple » contre des élites jugées « dévoyées » ou « corrompues ».

Aux côtés du FN de Marine Le Pen en France, on trouve ici un ensemble de partis établis de longue date sur la scène politique européenne tels le FPÖ autrichien, le Parti du Peuple danois (DF), la Ligue du Nord en Italie ou le Vlaams Belang en Belgique. Hors de l'UE, ce sont encore des partis tels le Parti du Progrès (FrP) en Norvège ou l'UDC/SVP suisse. En Europe orientale et centrale, la droite radicale populiste s'incarne principalement dans des mouvements tels qu'ATAKA en Bulgarie, tels que le Parti de la Grande Roumanie (PRM), le parti Ordre et Justice (TT) Lituanien ou le Parti national slovaque (SNS). Depuis quelques années, plusieurs mouvements ont rejoint la famille radicale, émulant le modèle de mobilisation xénophobe, autoritaire et populiste évoqué plus haut. C'est le cas notamment du PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, des Vrais Finnois (PS) en Finlande, des Démocrates Suédois (SD) ou de l'UKIP britannique dont les évolutions récentes témoignent d'une radicalisation et d'un certain mimétisme du FN français en dépit d'une volonté stratégique de Nigel Farage de continuer de se démarquer politiquement de ce dernier. A la périphérie de la droite radicale populiste évoluent des formations plus classiques de l'extrême-droite traditionnelle, directement liées à l'héritage doctrinal du fascisme et marquées par l'activisme violent, tels le British National Party (BNP), le NPD allemand, le Jobbik en Hongrie ou, plus récemment, l'Aube Dorée (XA) dont les succès électoraux attestent d'une résurgence inquiétante du néo-nazisme en Grèce depuis 2012 [8].

A l'inverse, l'absence d'une composante xénophobe structurée ou de discours hostiles aux minorités laisse, pour l'heure, des mouvements tels que l'AfD en Allemagne, le Congrès de la Nouvelle Droite (KNP) polonais du très controversé Janusz Korwin-Mikke, l'Alliance nationale lettone (TB/LNNK), les nationaux-conservateurs de l'Alliance démocratique (HDSSB) en Croatie, le M5S italien de Beppe Grillo ou les eurosceptiques « soft » de Bulgarie sans Censure (BbC) hors du périmètre des droites radicales et populistes stricto sensu. Sans préjuger de possibles convergences idéologiques avec le noyau national-autoritaire de ces dernières à l'avenir.

[7] Cf. Ivaldi (Gilles), 2005, « À propos du succès des droites populistes et extrêmes en Europe : éléments pour une analyse systémique », *Politeia*, « Souverainisme, nationalisme, Régionalisme (2), n°7, printemps, pp.293-306.

[8] La formation de Nikolaos Michaloliakos a remporté 7 % des voix et 21 élus lors des législatives de mai 2012, un score confirmé un mois plus tard lors des législatives anticipées de juin avec 6.9 % des suffrages et 18 sièges.

Quelles performances pour la droite radicale populiste européenne ?

Au soir du 25 mai, deux résultats principalement ont accrédité l'idée d'une vague populiste pan-européenne. Tout d'abord, les partis radicaux populistes sont arrivés en tête du scrutin dans trois pays : l'UKIP en Grande-Bretagne (26,8 %), le DF danois (26,6 %) et le Front national en France (25 %) se sont imposés face à leurs concurrents conservateurs et sociaux-démocrates. Il s'agit là d'un fait quasiment sans précédent dans l'histoire électorale de l'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, qui a, à l'évidence, marqué les esprits [9]. Second élément, de portée plus symbolique celui-ci, les élections de 2014 ont vu l'entrée au parlement de deux formations néo-nazies, le NPD allemand d'Udo Voigt (1 %, 1 siège) et l'Aube dorée grecque (9,4 %, 3 sièges) [10].

Au-delà de ces victoires symboliques, la poussée des partis de la droite radicale populiste en 2014 reste relative. Ces mouvements réunissent au total 79 sièges contre 52 en 2009 et 49 en 2004 (voir Figure 3), soit 11 % seulement des 751 sièges du Parlement européen (contre 7 % en 2009 et 2004). Des gains somme toute modérés, compte tenu notamment, nous aurons l'occasion de le souligner, de l'extrême fragmentation de cette famille politique. Plus encore, l'augmentation constatée en mai dernier est due, pour l'essentiel, aux scores obtenus par l'UKIP en Grande-Bretagne et le Front national en France, qui contribuent à eux seuls pour 32 sièges supplémentaires par rapport au scrutin de 2009 [11], compensant par ailleurs les pertes subies par d'autres acteurs de la droite radicale populiste.

Cette apport disproportionnel des populistes britanniques et français ne doit donc pas masquer la réalité de performances très variables sur l'ensemble du continent européen (voir le détail dans le tableau 1). Remarquons tout d'abord que plus de la moitié des Etats membres restent épargnés par le phénomène et n'ont pas d'élus issus de la droite radicale populiste. En nombre de sièges, les partis radicaux et populistes de droite ne progressent que dans huit pays, maintiennent leurs positions dans cinq et reculent au final dans 7 Etats membres. C'est le cas, notamment, d'ATAKA en Bulgarie, de la Ligue du Nord en Italie, du PRM en Roumanie ou du PVV néerlandais. En dépit de sondages prometteurs jusqu'à la veille du scrutin, le mouvement de Geert Wilders termine *in fine* en quatrième position avec 13,3 % des voix, derrière les partis europhiles [12]. On notera également dans plusieurs pays des effets de recomposition à l'intérieur même de l'espace de la droite radicale populiste. En Autriche, le maintien du FPÖ de Heinz-Christian Strache se fait pour beaucoup aux dépends d'une BZÖ en voie de marginalisation politique. Dans le cas britannique, l'UKIP semble avoir très largement vampirisé la base électorale du BNP, privant du même coup ce dernier de son siège au Parlement européen. En Belgique, le Vlaams Belang continue de voir une partie de son électorat glisser vers l'Alliance néo-flamande (N-VA), nouvel acteur central de la revendication séparatiste en Flandre, une migration à l'œuvre depuis les législatives de 2010. En Grèce, enfin, l'Aube Dorée s'impose dans un espace radical essentiellement occupé jusque-là par le Rassemblement populaire

[9] A l'exception toutefois du cas helvétique où les populistes de l'UDC/SVP ont remporté toutes les élections fédérales depuis 2003, réunissant 26,6 % des suffrages lors du dernier scrutin d'octobre 2011.

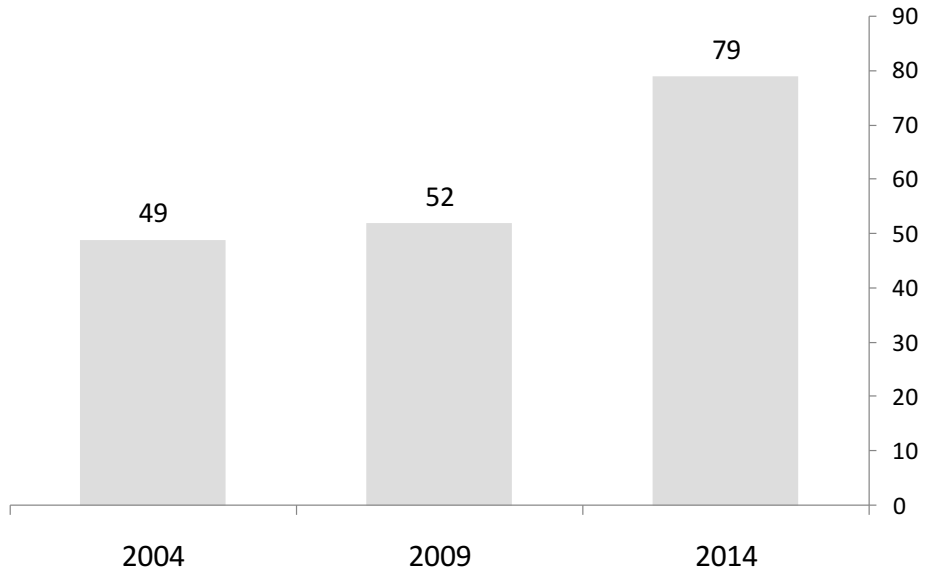
[10] Là encore, il n'est pas inutile de rappeler que les néo-fascistes italiens du MSI sont présents au parlement européen depuis 1979, où ils ont longtemps fait alliance avec le Front national de Jean-Marie Le Pen.

[11] On notera ici l'impact différentiel lié à la taille des représentations nationales : en dépit d'un score élevé de 26,6 % des voix, les populistes danois du DF n'obtiennent au final que 4 des 13 sièges détenus par le Danemark à Strasbourg (contre, à titre de comparaison, 24 sièges pour le FN français avec un score identique de 25 % des suffrages).

[12] Outre une concurrence directe du Parti socialiste (SP) sur le terrain europhobe, le parti de Geert Wilders tombe victime de nouveaux propos controverses concernant les marocains en mars 2014. Sans doute la perspective d'une alliance avec le FN a-t-elle également renforcé le sentiment d'un parti en voie de radicalisation idéologique. Plus profondément, le PVV paie le prix de son soutien au cabinet libéral-chrétien-démocrate de Mark Rutte à partir de 2010, avant d'être responsable de sa chute en avril 2012.

orthodoxe (La.O.S) de Georgios Karatzaferis avant que ce dernier ne paie le prix électoral de son soutien éphémère au gouvernement intérimaire de grande coalition de Lucas Papademos fin 2011.

Figure 3. Total des sièges obtenus par les partis de droite radicale populiste au Parlement européen (2004-2014)



Source : Parlement européen, calculs de l'auteur

En termes régionaux, enfin, le phénomène de droite radicale populiste se concentre majoritairement sur la partie ouest du continent en 2014 : si l'on excepte en effet le succès relatif du Jobbik en Hongrie avec 14,7 % des voix [13] et ce qui pourrait être l'émergence d'un nouvel acteur radical populiste en Pologne avec le Congrès de la Nouvelle Droite (KNP), l'Europe centrale et orientale a vu à l'occasion du scrutin européen un déclin des principaux partis de la famille populiste, notamment en Bulgarie, en Roumanie ou en Slovaquie. Ainsi qu'on le rappelait précédemment, la structure de compétition à l'est de l'Europe demeure caractérisée par une plus forte volatilité et une plus grande fluidité des systèmes partisans, systèmes dans lesquels les mouvements de la droite radicale populiste affrontent une concurrence directe d'une pluralité d'acteurs, pour certains plus « *mainstream* », capables d'articuler une offre populiste, anti-establishment et eurosceptique.

[13] Aux législatives d'avril 2014, le parti de Gabor Vona avait réuni 20,6 % des suffrages, se plaçant en troisième position derrière les conservateurs du FIDESZ et la coalition des partis de centre-gauche (Unité) emmenée par Attila Mesterhazy.

Tableau 1. Résultats des partis de droite radicale et populiste au Parlement européen en 2014

Pays	Parti	% 2014	Sièges 2014	Evol. % 2009-2014	Rappel % 2009	Rappel Sièges 2009
Allemagne	NPD	1,0	1	+0,6	0,4	0
Allemagne	Republikaner	0,4	0	-0,9	1,3	0
Autriche	FPÖ	19,7	4	+7,0	12,7	2
Autriche	BZÖ	0,5	0	-4,1	4,6	0
Belgique	Vlaams Belang (VB)	4,1	1	-5,7	9,9	2
Bulgarie	ATAKA	3,0	0	-9,0	12,0	2
Danemark	DF	26,6	4	+11,3	15,3	2
Espagne	FE-JONS	0,1	0	+0,1	0,0	0
Espagne	DN	0,1	0	+0,1	0,0	0
Finlande	Vrais Finnois (PS)	12,9	2	+3,1	9,8	1
France	FN	25,0	24	+18,6	6,3	3
Grèce	Aube Dorée (XA)	9,4	3	+9,4	0,0	0
Grèce	La.O.S.	2,7	0	-4,4	7,1	2
Hongrie	Jobbik	14,7	3	-0,1	14,8	3
Italie	Lega Nord	6,2	5	-4,1	10,2	9
Italie	Fratelli-AN	3,7	0	+3,7	0,0	0
Lituanie	Ordre et Justice (TT)	14,3	2	+2,4	11,9	2
Pays-Bas	PVV	13,3	4	-3,7	17,0	5
Portugal	PNR	0,5	0	+0,1	0,4	0
Roumaine	PRM	2,7	0	-6,0	8,7	3
Royaume-Uni	UKIP	26,8	24	+10,2	16,6	13
Royaume-Uni	BNP	1,1	0	-4,9	6,0	2
Slovaquie	SNS	3,6	0	-1,9	5,5	1
Slovénie	SNS	4,0	0	+1,2	2,9	0
Suède	Démocrates Suédois (Sd)	9,7	2	+6,4	3,3	0

Un vote de crise ?

L'absence d'une poussée uniforme des forces de la droite radicale populiste à l'échelle du continent rappelle l'importance des cycles et enjeux nationaux dans un scrutin européen traditionnellement perçu comme une élection de « second-ordre ». Dans nombre de cas, en effet, les paramètres de l'élection de 2014 répondent aux critères du modèle popularisé par Reif et Schmitt au début des années 1980 [14]: primauté des enjeux nationaux, élection intermédiaire, faible participation, sanction des partis de gouvernement, vote protestataire et essor des forces périphériques. Dans des pays de culture majoritaire tels que la France ou la Grande-Bretagne, l'usage de la proportionnelle pour le scrutin européen accroît encore l'effet d'opportunité pour les mouvements populistes. En Allemagne, le NPD a également profité de l'abaissement du seuil de représentation pour s'arroger un siège malgré un maigre 1 % des suffrages.

Peut-être plus que de par le passé, toutefois, les succès enregistrés par la droite radicale populiste à l'occasion du scrutin de 2014 témoignent-ils de l'européanisation croissante du débat politique. On sait depuis plusieurs années que la dimension européenne s'est progressivement alignée sur un ensemble plus complexe d'enjeux relatifs au rapport qu'entretiennent acteurs politiques et citoyens à l'ouverture internationale et plus généralement au processus de « dénationalisation » : la globalisation économique, la création d'un Etat supranational avec l'UE ou l'immigration constituent

[14] Cf. Reif, Karlheinz and Schmitt, Hermann, 1980, "Nine second-order national elections – a conceptual framework for the analysis of European election results", *European Journal of Political Research*, 8(1): 3–44

notamment de nouvelles questions interdépendantes qui structurent la compétition partisane à la fois sur la scène européenne et dans l'espace national [15].

A la faveur de la crise économique et financière de 2008, les principaux acteurs de la droite radicale populiste européenne ont stratégiquement accentué leur discours anti-globalisation, nationaliste et protectionniste, adoptant pour certains d'entre eux un agenda de redistribution et de préservation des acquis sociaux contre la « menace » immigrée. Des partis tels que le PVV néerlandais, le FPÖ ou le FN français prétendent aujourd'hui être les meilleurs gardiens de l'Etat providence ou du pouvoir d'achat des plus modestes, critiquant la conversion des partis de gouvernement à l'austérité imposée par l'UE ou le FMI, et rejoignant les positions plus traditionnellement welfaristes des populistes scandinaves, Parti du peuple danois, Parti du Progrès en Norvège ou Démocrates suédois. En France, le Front national de Marine Le Pen a endossé les habits du social-populisme, empruntant à la gauche nombre de ses positions sur les salaires, les retraites ou le rôle de l'Etat en 2012. Sous la houlette de Heinz Christian Strache, le FPÖ autrichien a effectué depuis 2005 un virage comparable à gauche, combinant étatisme et justice sociale, jusqu'à se présenter comme le nouveau parti de la classe ouvrière. Jusqu'au très néo-libéral Geert Wilders qui s'efforce depuis 2010 de donner à son parti un ton plus social pour tenter d'élargir ses soutiens électoraux.

Dans de nombreux cas, les élections européennes de 2014 ont confirmé la consolidation d'une base ouvrière pour les partis de la droite radicale populiste, un phénomène de prolétarisation à l'œuvre depuis une vingtaine d'années au plan national [16]. La pénétration de ces partis au sein de l'électorat populaire est particulièrement visible en France ou en Autriche, où le FN et le FPÖ se sont durablement installés dans d'anciens bastions de la gauche. Aux Pays-Bas, le PVV obtient ses meilleurs scores dans les grandes périphéries urbaines, auprès d'une classe moyenne en voie de paupérisation. De la même manière, les travaux récents sur le phénomène UKIP en Grande-Bretagne montrent comment un parti issu originellement de la droite conservatrice est parvenu en quelques années à s'imposer comme principal challenger du Labour sur les terres ouvrières, au point de constituer une menace sérieuse pour l'opposition travailliste aux prochaines législatives de 2015 [17]. En France, les listes du Front national auraient, selon les enquêtes, recueilli pas moins de 43 % des voix chez les ouvriers et 38 % auprès des employés à l'occasion du scrutin européen de mai dernier [18].

A ce titre, nombre d'observateurs ont vu dans la prétendue vague populiste européenne une manifestation de la crise économique et sociale, réminiscence de la montée en puissance du fascisme dans les années 1930. Si le contexte économique et financier a, à l'évidence, pesé sur le scrutin européen, le succès des partis de la droite radicale populiste ne se résume pas seulement à l'état de l'économie. Il n'existe pas en tout état de cause de corrélation entre les performances électorales de ces acteurs et les niveaux de chômage ou de croissance dans les divers Etats membres concernés. Certains des succès les plus remarquables des partis radicaux populistes ont été acquis dans des nations objectivement moins touchées par la crise à l'image de l'Autriche, du Danemark, de la Suède ou du Royaume-Uni. On pourrait ajouter à la liste les cas norvégien et suisse où les partis populistes se développent de la même façon dans des contextes de prospérité économique, hors du cadre de l'Union européenne. A l'inverse, à l'exception notable de la Grèce, nous n'avons pas assisté

[15] Voir à ce sujet : Hanspeter Kriesi, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschier and Timotheos Frey, eds, *West European Politics in the Age of Globalization* (Cambridge: Cambridge University Press, 2008).
[16] Cf. Jens Rydgren (ed.) *Class Politics and the Radical Right Right* Abingdon: Routledge, 2013.
[17] Cf. Robert Ford et Matthew Goodwin, *Revolt on the Right: Explaining Support for the Radical Right in Britain*, Routledge, 2014.
[18] Sondage veille du vote - Ipsos/STERIA pour France Télévisions, Radio France, Le Point, LCP Public Senat, France 24.

dans les pays bénéficiaires de plans d'aide de l'UE et soumis aux politiques d'austérité par la Troïka à l'émergence ou à la poussée de ce type de mouvements [19].

La structuration des enjeux économiques montre une démarcation plus nette entre « *insiders* » et « *outsiders* », entre le noyau des pays riches de l'Union et sa périphérie plus pauvre, notamment au sud et à l'est. Le déclin des droites radicales en Europe orientale nous rappelle notamment que, dans des pays tels que la Pologne, la Slovaquie ou les Etats baltes, les fonds structurels de l'UE ont agi comme de formidables moteurs de développement économique. Il intéressant de constater qu'en mai dernier, le poids électoral des mouvements de droite radicale populiste a été sensiblement plus élevé dans les Etats contributeurs au budget de l'UE, avec 17 % des voix en moyenne, comparativement aux pays bénéficiaires où de tels partis ont obtenu un score moyen d'à peine 5 % des suffrages. Cette distribution différentielle fait directement écho à l'existence d'un « populisme des riches » que l'on retrouve plus généralement au-travers de la présence forte des droites radicales populistes dans des certaines des nations les plus affluentes d'Europe occidentale –Autriche, Suisse, Norvège ou Danemark– ainsi, au niveau infra-national, que dans certaines régions riches telle la Flandre ou l'Italie du Nord.

Elle est également révélatrice des positions prises par ces partis dans la crise financière, du « chauvinisme de la dette » dont ils se sont faits les porte-voix. Très vite, au plus fort de la tourmente financière de 2008, des partis tels que les Vrais Finnois, le FN français ou le FPÖ ont dénoncé le « prix à payer » pour sauver l'Euro et refuser les plans d'aides de l'Union européenne. Timo Soini, leader des Vrais Finnois, a, pour partie, bâti le succès de sa formation aux législatives de 2011 sur cette contestation directe du sauvetage des pays d'Europe du Sud, dénonçant le « racket » imposé aux contribuables finlandais. En France, Marine Le Pen et le Front national ont mené une campagne virulente contre ces mêmes plans de renflouement sur le thème « Grèce et Euro : les Français n'en peuvent plus de payer ! ». Côté autrichien, le FPÖ de Heinz-Christian Strache s'est également élevé contre ce qu'il considère être une « expropriation de masse des Autrichiens », comparant le Mécanisme européen de stabilité au *Ermächtigungsgesetz* allemand des années 1930, texte qui avait permis l'accession de Hitler au pouvoir.

Cette distribution atteste enfin de la nature même de la mobilisation des droites radicales populistes sur les enjeux culturels, en particulier l'immigration. Le nouvel agenda économique de ces mouvements, dont on souligne souvent la proximité d'avec la plateforme protectionniste et anti-globalisation de certains partis de gauche critique, ne peut dissimuler le rôle central du nationalisme xénophobe. En mai dernier, l'immigration, le contrôle des frontières et le chauvinisme de l'Etat providence ont été au cœur des campagnes menées par les formations de la droite radicale populiste. En Grande-Bretagne, l'UKIP a séduit sur le rejet d'une Union perçue comme trop fédéraliste mais a surtout centré son propos sur l'immigration, la criminalité et l'impact négatif à ses yeux de la libre circulation sur le système éducatif, le logement ou la santé. De la même façon, les populistes du Parti du peuple danois conduits par Morten Messerschmidt ont bâti leur succès sur la baisse des droits sociaux pour les immigrés issus de l'UE, le contrôle des frontières et la lutte contre le dumping social à l'intérieur de l'Union. En France, Marine Le Pen et le Front national ont également placé l'immigration au cœur du débat européen, dénonçant notamment les effets « délétères » de la directive détachement et demandant une remise à plat des accords de Schengen [20]. Des thèmes de campagne similaires à ceux mis avant par le FPÖ emmené par Harald

[19] D'autres types d'acteurs ont incarné l'expression politique du ressentiment économique : ainsi la Coalition de la Gauche radicale (SYRIZA) d'Alexis Tsipras en Grèce, la Gauche Plurielle (IP) et Podemos en Espagne, le Sinn Fein en Irlande, l'Action des Citoyens mécontents (ANO) en République tchèque ou le M5S de Beppe Grillo en Italie.

[20] L'immigration est d'ailleurs arrivée en tête des préoccupations de l'électorat hexagonal le 25 mai, cité comme l'enjeu le plus important par 31 % des interviewés, devant le pouvoir d'achat (30 %) et la crise dans la

Vilimsky en Autriche : immigration, criminalité, contrôle des frontières et sortie de Schengen, en particulier. En Italie, sous la nouvelle direction de Matteo Salvini, la Lega Nord a pris fin 2013 un net tournant anti-européen, rejoignant notamment le Front national sur la sortie de l'Euro (*Basta Euro*) et fait de la lutte contre l'immigration illégale un thème dominant de son programme européen. En Hongrie, enfin, Jobbik a mené une campagne en faveur de « l'Europe des nations » et de la défense des intérêts et droits sociaux des salariés hongrois.

Une menace pour l'Europe ?

Au lendemain du scrutin, l'échec de Marine Le Pen à former un groupe au Parlement européen autour de son Alliance européenne pour la Liberté (AEL) a témoigné de l'impact politique de ce succès en trompe l'œil des mouvements de droite radicale populiste. Le FN a souffert de la concentration en sièges sur un petit nombre de partis [21] et des mauvais résultats enregistrés par plusieurs de ses partenaires potentiels, notamment à l'est de l'Europe, en particulier en Slovaquie où le petit Parti national (SNS) avait annoncé son intention de se rapprocher de l'AEL sans parvenir cependant à rééditer sa performance de 2009.

S'il demeure naturellement possible pour la présidente du Front national de trouver ultérieurement des soutiens minoritaires auprès de députés sécessionnistes en rupture de bans avec leurs partis d'origine [22], la tentative avortée de fédérer les droites radicales populistes est emblématique de la fragmentation endémique dont souffre cette famille politique depuis 1979. L'histoire de ces mouvements au sein du parlement européen a été marquée par la forte volatilité des alliances qu'ils ont été en mesure de forger au fil du temps, entre options idéologiques contradictoires, irrédentismes nationaux ou simplement lutte pour le leadership [23]. Rappelons que le FN français a été au centre de toutes les tentatives de rassemblement paneuropéen, depuis le groupe des Droites européennes entre 1984 et 1994 jusqu'à l'Alliance européenne des Mouvements nationaux en 2009 passant par le réseau EURONAT au milieu des années 1990. La très controversée AEMN a été co-présidée par Bruno Gollnisch aux côtés notamment du BNP britannique ou du Jobbik hongrois avant que Marine Le Pen ne décrète ces derniers « infréquentables » pour un FN en voie de « dédiabolisation » fin 2013 (voir le tableau récapitulatif ci-dessous). Depuis 2010, l'Alliance européenne pour la Liberté traduit cette volonté de la présidente du FN de rechercher des partenariats avec des partis moins clairement marqués à l'extrême-droite traditionnelle.

---

zone Euro (27 %) (Sondage veille du vote - Ipsos/STERIA pour France Télévisions, Radio France, Le Point, LCP Public Senat, France 24).

[21] Rappelons qu'il faut au minimum 25 députés répartis dans 7 Etats-membres pour former un groupe au Parlement de Strasbourg.

[22] Un renfort inattendu pourrait ainsi venir d'un nouveau « *maverick* » issu des rangs de l'UKIP britannique comme cela avait été le cas en 2007, notamment dans l'éventualité d'un revers électoral aux prochaines législatives de 2015. Les yeux de Marine Le Pen sont également tournés vers les Démocrates suédois, l'Alliance Nationale lettone (1 siège) ou, plus probablement, le KPN polonais dont les 4 élus siègent encore pour l'heure parmi les non-inscrits.

[23] Cf. Ivaldi (Gilles), 2012, "The Populist Radical Right in European Elections: 1979-2009" in Backes (Uwe), Moreau (Patrick) (eds.), *The Extreme Right in Europe: Current Trends and Perspectives*, Vandenhoeck & Ruprecht, Hannah Arendt Institute for Research on Totalitarianism, pp.15-34.

Tableau 2. Réseaux transnationaux des droites radicales populistes depuis 1984

Période	Nom	Partis membres
1984-1994	Groupe des droites européennes	FN, MSI, Vlaams Blok, Republikaner, EPEN
1997-	EURONAT	Réseau transeuropéen de 21 partis, dont FN, Vlaams Blok, DVU, MSI-FT, MIEP, PRM, BNP ou SD
2007	Identité, Tradition, Souveraineté (ITS)	FN, Vlaams Belang, FPÖ, MSI-FT, ATAKA, PRM[(1)]
2009-2013	Alliance européenne des Mouvements nationaux[(2)] (AEMN)	FN, FPÖ, MSI-FT, BNP, FN wallon, PNR, ND, MIEP-Jobbik
2010-2014	Alliance européenne pour la Liberté (AEL)	FN, FPÖ, Vlaams Belang, PVV, Lega Nord

[(1)] Auxquels s'ajoutait un député européen indépendant britannique, ancien membre de l'UKIP.
[(2)] Avant le départ des représentants du FN français en octobre 2013.

L'absence d'accord européen entre les partis de la droite radicale populiste montre les limites d'alliances essentiellement pragmatiques marquées dans de nombreux cas par la prédominance des intérêts nationaux. A plusieurs reprises de par le passé, certains de ces partis ont stratégiquement refusé l'alliance avec d'autres membres de la famille radicale au motif de leur « extrémisme », dans le but souvent d'assoir leur propre légitimité et de se dédouaner d'accusations similaires. En témoigne par exemple le refus récent de Nigel Farage d'associer l'UKIP à l'AEL de Marine Le Pen. N'oublions pas non plus que le néerlandais Geert Wilders a longtemps gardé ses distances avec un Front national qu'il considérait à l'époque comme un mouvement d'extrême-droite.

Cette fragmentation témoigne en outre de réelles divergences idéologiques. Si elles partagent volontiers une aversion commune pour les « bureaucrates » de l'Union, les formations radicales populistes n'entretiennent pas toutes le même rapport aux institutions européennes et varient dans leurs objectifs (voir le tableau 3). Nombre de ces partis se retrouvent sur l'hostilité à l'Euro et aux politiques d'austérité qui y sont à leurs yeux associées, mais leurs positions varient plus fortement en revanche sur l'opportunité d'une sortie de l'Union européenne telle que la suggèrent notamment le FN français, le PVV néerlandais ou l'UKIP britannique. La campagne de 2014 a révélé les hésitations en la matière du FPÖ autrichien en dépit de son alliance objective avec le parti de Marine Le Pen. S'agissant encore des grands enjeux stratégiques et géopolitiques, une ligne de fracture traverse la famille radicale populiste, entre formations atlantistes (PVV ou UKIP notamment) et partis marqués du sceau de l'anti-américanisme tels le FN français ou la Lega italienne.

Tableau 3. Aperçu des positions des principaux partis radicaux populistes sur l'Europe

Pays	Parti	Sortie zone Euro[(1)]	Sortie UE[(1)]
Autriche	FPÖ	X	O
Belgique	Vlaams Belang	X	X
Bulgarie	ATAKA	Non membre	O
Danemark	DF	Non membre	O
Finlande	PS	O	O
France	FN	X	X
Hongrie	Jobbik	Non membre	O
Italie	Lega Nord	X	O
Pays-Bas	PVV	X	X
Roumanie	PRM	Non membre	O
Royaume-Uni	UKIP	Non membre	X
Suède	SD	Non membre	X

[(1)] Cas où les partis envisagent une sortie de la zone Euro et/ou de l'Union européenne, assortie ou non de conditions spécifiques.

L'incapacité de la droite radicale populiste à se fédérer traduit enfin les divergences qui existent en termes de trajectoire des divers partis qui la constituent. L'évolution de ces mouvements depuis la fin des années 1970 est caractérisée par une oscillation entre « radicalité » et « normalisation », entre la volonté d'intégrer le jeu politique régulier et la réalité d'une nécessité électorale qui leur impose souvent de préserver leur potentiel protestataire d'opposition frontale au « système ». De nombreuses formations de la droite radicale populiste ont ainsi fait l'expérience, souvent malheureuse, de la participation directe au pouvoir depuis une quinzaine d'années : FPÖ autrichien, Lega Nord en Italie, La.O.S. en Grèce, la défunte Liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas ou le petit Parti national slovaque entre 2006 et 2010. D'autres ont choisi de demeurer en-dehors du gouvernement mais d'apporter leur soutien parlementaire aux coalitions en place : ainsi le DF danois, le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas ou le Parti du Progrès en Norvège. D'autres, enfin, restent pour l'heure reclus aux marges du système politique. C'est le cas notamment pour les groupes les plus clairement identifiables à l'extrême-droite traditionnelle tels que le NPD allemand, le Jobbik hongrois, le BNP britannique ou l'Aube Dorée en Grèce. Ainsi, également, un ensemble d'acteurs qui demeurent encore entachés de leurs origines extrémistes en dépit de leur volonté affichée de « dé-diabolisation » : on songe naturellement ici au FN français, mais aussi au Vlaams Belang flamand, à ATAKA en Bulgarie, au PRM roumain ou, plus récemment, aux Démocrates suédois (Sd).

Tableau 4. Distribution transnationale des partis radicaux populistes européens

Membres du Parlement européen (2014)			
Non Inscrits	**Alliance européenne pour la liberté (AEL)**	**Groupe Europe libertés démocratie directe (ELDD)**	**Groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE)**
Jobbik, NPD, Aube Dorée (XA)	FN, PVV, FPÖ, VB, Lega Nord	UKIP, Ordre et Justice (TT), Démocrates Suédois (Sd)	Vrais Finnois (PS), DF
Partis non représentés au Parlement européen			
ATAKA, PRM, BNP, FE-JONS, DN, Fratelli-AN, PNR	BZÖ, FN Wallon, PP, SNS slovaque, SNS slovène, AN maltaise	La.O.S	

La distribution des acteurs radicaux populistes au sein des fédérations transnationales illustre cette coexistence de deux types principaux de trajectoires (Cf. Tableau 4). Plusieurs de ces partis poursuivent aujourd'hui leur entreprise d'intégration systémique [24]. Ce processus de « *mainstreaming* » se traduit notamment par le mouvement centripète de partis tels que le DF danois ou les Vrais Finnois de Timo Soini, qui quittent l'ELDD pour rejoindre le groupe plus établi des Conservateurs et Réformistes européens (CRE) aux côtés de partis eurosceptiques d'envergure gouvernementale. De manière similaire, les Démocrates suédois (Sd) ont choisi au final de se démarquer de l'Alliance européenne pour la Liberté de Marine Le Pen au bénéfice du groupe plus « respectable » de l'ELDD dirigé par l'UKIP britannique de Nigel Farage, dans l'objectif annoncé par Jimmie Åkesson de préparer au mieux les législatives de la mi-septembre. A l'inverse, on l'a souligné, des partis tels que le PVV néerlandais, la Lega Nord en Italie ou le SNS slovaque, en prenant la décision de se rapprocher de l'AEL de Marine Le Pen, semblent faire preuve d'une certaine radicalisation idéologique, notamment sur leurs positions vis-à-vis de l'Union européenne et/ou de l'Euro. Ce mouvement plus centrifuge n'est sans doute pas étranger aux revers électoraux subis par ces partis à l'occasion du scrutin européen de mai dernier.

Perspectives

Au final, donc, nombre de partis de la droite radicale populiste se trouvent aujourd'hui marginalisés au sein d'un Parlement qui demeure largement dominé par les forces pro-européennes. Leur isolement dans l'espace européen fait écho dans de nombreux cas à leur isolement sur la scène nationale : parmi les principaux acteurs de la famille radicale populiste, nombreux sont ceux privés pour l'heure d'alliances au sein de leurs systèmes politiques respectifs –ainsi le FN français, le PVV néerlandais, le FPÖ autrichien, l'UKIP en Grande-Bretagne ou les Démocrates suédois. En panne de dynamique collective, sans perspective de coalition ni véritable capacité de blocage des institutions de l'Union, les partis radicaux populistes devraient néanmoins trouver au sein du parlement de Strasbourg une base de repli stratégique et un ensemble non négligeable de ressources médiatiques, politiques et financières dans les mois et les années à venir.

Ces formations conservent en outre un important pouvoir de nuisance et d'influence. Leur présence au sein du Parlement leur offrira incontestablement une tribune pour continuer leur travail minutieux de délégitimation des institutions, des élites et des politiques de l'Union européenne. Le populisme anti-establishment demeure un moteur fort de mobilisation pour les droites radicales. Dans des pays comme l'Autriche, les Pays-Bas ou la Finlande, pour ne citer ici que quelques exemples, l'existence même d'une culture de coopération entre les principaux partis de gouvernement a nourri le ressentiment à l'encontre des élites partisanes. La formation parfois de « grandes coalitions » y a alimenté l'imagerie populiste d'une « caste » politique, où gauche et droite se confondraient dans un même ensemble indifférencié. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ici que ce modèle de démocratie consensuelle de recherche de compromis prévaut historiquement au sein des institutions européennes. Il constitue une cible de choix pour tous les démagogues populistes européens.

[24] On notera ici que certaines des formations les plus ouvertement extrémistes ont initié depuis plusieurs années un même travail d'euphémisation de leur discours et de recherche d'une plus grande « respectabilité » politique. C'est le cas notamment du BNP britannique qui, sous l'impulsion de Nick Griffin, a tenté sans grand succès depuis 1999 de se détacher de son patrimoine néo-fasciste et de l'activisme violent. Les campagnes électorales de 2014 –législatives et européennes– en Hongrie ont également laissé entrevoir une même volonté de la part du Jobbik de modérer son image, dans l'objectif de concurrencer directement le FIDESZ de Viktor Orban au sein de l'espace des droites.

Au plan national, les élections européennes nous ont livré en outre des informations sur l'état du rapport de forces politique au sein de chaque Etat membre. La poussée enregistrée par les Démocrates suédois aux législatives du 14 septembre dernier, en troisième position avec 12,9 % des voix, illustre clairement le lien qui existe plus généralement entre performances européennes et scores nationaux [25]. Les observateurs se tournent déjà vers le Royaume-Uni, le Danemark ou la Finlande pour les prochaines élections générales de 2015, où seront évidemment scrutés les résultats de l'UKIP, du DF et des Vrais Finnois. En France, le poids du FN pèsera immanquablement sur les équilibres politiques et électoraux jusqu'en 2017. Côté autrichien, la bonne tenue européenne du FPÖ maintient la pression sur la grande coalition formée par les conservateurs de l'ÖVP et les sociaux-démocrates du SPÖ.

Au-delà, l'impact des droites radicales populistes est sensible dans la structuration même des agendas nationaux, du débat et des politiques publiques, notamment dans les secteurs clés de l'immigration, de l'asile ou de l'intégration. L'installation durable de cette famille politique dans l'espace européen n'est pas totalement étrangère au durcissement des politiques d'immigration ou d'asile en France, en Autriche ou aux Pays-Bas, de même qu'elle a très largement contribué à politiser les questions relatives à l'Islam dans ces mêmes pays depuis plusieurs années. Au plan européen, cette présence est perceptible, de manière plus détournée sans doute, dans les positions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement au sein du Conseil européen, c'est-à-dire au cœur même du pouvoir, là où se définissent les axes structurants de la politique de l'UE. Peut-être plus que par leur présence symbolique au sein de l'hémicycle à Strasbourg ou à Bruxelles, c'est au travers de cette influence indirecte sur les grandes orientations de l'Union européenne que le poids des forces radicales populistes pourrait se faire le plus fortement sentir à l'avenir.

*
* *

[25] Sur la période 1979-2014, le score obtenu par ces partis aux scrutins européens est positivement corrélé avec leurs performances aux élections générales qui suivent directement (corrélation significative de 0,85 N=89).Cette corrélation témoigne de la faculté de ces partis de capitaliser sur d'éventuels succès aux européennes dans l'arène politique nationale.